

RENFORCER L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION

VERS UNE APPROCHE
PRÉVENTIVE ET INCLUSIVE
FACE À LA DÉSINFORMATION



**FONDATION
HIRONDELLE**
media for peace & human dignity



SOMMAIRE

A. CONTEXTE ET ENJEUX	<u>03</u>

B. QUELLE RÉPONSE ? PASSER DE LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION, À LA LUTTE POUR L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION	<u>04</u>

C. COMMENT ? L'APPROCHE DE LA FONDATION HIRONDELLE	<u>06</u>

1. COMBLER LE MANQUE D'INFORMATION FIABLE	<u>07</u>

1.1 DÉONTOLOGIE JOURNALISTIQUE	<u>07</u>

1.2 ÉCOUTE, PROXIMITÉ, INCLUSION	<u>08</u>

2. ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET À L'INFORMATION	<u>09</u>

2.1 ÉDUCATION À TRAVERS LES MÉDIAS	<u>10</u>

2.2 TRAVAILLER AVEC LES COMMUNAUTÉS	<u>10</u>

D. RECOMMANDATIONS	<u>11</u>

A. CONTEXTE ET ENJEUX

Dans son rapport 2024 sur les risques globaux, le World Economic Forum (WEF) a estimé que la désinformation était la principale menace globale à court terme. Selon le WEF et sur les deux années à venir, l'usage massif et la rapidité à laquelle la désinformation se propage vont accroître les fossés sociaux et politiques, les protestations violentes, les crimes haineux et l'érosion de la légitimité des institutions.¹

Toujours en 2024, le prix Nobel d'économie a été décerné à des chercheur-euses qui ont montré l'influence des institutions, de leur qualité, leur inclusivité et de leur stabilité, sur la prospérité des nations.² Il est à cet égard également important de rappeler que la confiance accordée envers les institutions est étroitement corrélée à celle des publics envers les médias. Des travaux comparatifs décrivent un véritable « nexus de confiance » : dans les sociétés fortement polarisées, une érosion de la confiance envers les médias s'accompagne souvent d'une défiance accrue envers les institutions publiques, engendrant un cercle vicieux de méfiance généralisée.³

Nous traversons à cet égard une période qui peut s'apparenter à une « Perfect storm », ou « tempête parfaite » en français. Elle résulte d'une conjonction de facteurs négatifs qui se renforcent mutuellement et qui amplifient à la fois les causes et les conséquences de la désinformation. Mais si les menaces à court terme sont soulignées et l'expression de *tempête parfaite* utilisée, cela ne signifie pas qu'il s'agisse là d'un phénomène passager. Il s'agit bien d'un mouvement profond aux conséquences potentiellement durables.



Ornelly Phanzu, journaliste de Studio Hirondele RDC, interviewe une vendeuse dans un marché en République démocratique du Congo.
© Hur Botshila / Fondation Hirondele

MULTIPLICITÉ DE FACTEURS

La désinformation n'est pas un phénomène nouveau mais son évolution tient à la conjonction d'une multiplicité de facteurs qui se renforcent mutuellement.

Facteurs humains : au niveau individuel et social, tels que le sentiment d'isolement, de manque d'appartenance et de perspectives⁴ ; les biais cognitifs tels que le biais de confirmation qui nous fait préférer les sources d'information qui correspondent à nos idées préconçues et le manque de métacognition qui fait référence à la faculté de « penser notre propre pensée », de comprendre nos biais cognitifs et les facteurs qui déterminent notre capacité de discernement.

Facteurs technologiques : tels que l'essor des technologies digitales, mobiles et de l'intelligence artificielle qui rendent chaque jour plus facile la production de fausses informations et la production de *deepfakes*, c'est-à-dire d'images, de sons, voire de vidéos truquées. À l'heure où la distinction entre le vrai et le faux devient toujours plus difficile, certaines plateformes digitales les plus influentes réduisent leurs investissements et mécanismes de contrôle et modération des contenus. S'y ajoute la capacité des plateformes digitales à collecter des données sur nos préférences personnelles, à capter notre attention en nous ciblant avec des contenus confortant nos opinions, même infondées, et à nous polariser pour stimuler notre engagement.

Facteurs économiques : dans le secteur des médias d'information, dont les modèles économiques traditionnellement liés aux revenus publicitaires sont aujourd'hui captés par les plateformes digitales à même de faire du micro ciblage⁵ ; la concentration des médias entre les mains d'acteur-rices économiques influentes ; et la diminution des financements publics à destination des médias, au niveau national ou dans le cadre des politiques extérieures d'aide au développement⁶.

Facteurs politiques, légaux et sécuritaires : avec le rétrécissement de l'espace civique, l'essor de mouvements populistes qui profitent de la diffusion de désinformation et de messages clivants, l'adoption de lois répressives, des intimidations judiciaires et des acteurs politiques qui attaquent les journalistes et réduisent au silence les voix critiques. Ces tendances contrastent avec le manque de régulation visant à imposer aux grands acteur-rices privés des technologies digitales une plus grande transparence dans le paramétrage de leurs algorithmes, dans la captation des données et des revenus publicitaires.

[1] World Economic Forum, *Global Risks Perception Survey 2023–2024*, 2024, Cf. [lien](#)

[2] Nobel Prize Committee, *Press Release: The Sveriges Riksbank Prize in Economic Sciences in Memory of Alfred Nobel*, 2024, Cf. [lien](#)

[3] Hanitzsch, T., Van Dalen, A., & Steindl, N., Caught in the Nexus: A Comparative and Longitudinal Analysis of Public Trust in the Press, *International Journal of Press/Politics*, 2018, Cf. [lien](#) / Garusi, D., & Splendore, S., *Advancing a Qualitative Turn in News Media Trust Research*, *Sociology Compass*, 2023, Cf. [lien](#)

[4] Des recherches montrent que l'incivilité en ligne est souvent liée à un statut social fragilisé (chômage, divorce), à un sentiment d'isolement et à des privations économiques. Ces facteurs alimentent la méfiance envers les experts et accroissent la vulnérabilité à la désinformation (Cf. Almela, Mikko & von Scheve, Christian. (2018). *Emotional dynamics of right-and left-wing political populism*, 2018, Cf. [lien](#) ; Juvonen & Graham, *Bullying in Schools: The Power of Bullies and the Plight of Victims*, 2014, Cf. [lien](#)).

[5] Stratégie publicitaire qui cible des groupes très restreints, voire des individus, à partir de données fines sur leurs comportements, intérêts, géolocalisation ou opinions (Cf. Mozilla Foundation, *The Basics of Microtargeting and Political Ads on Facebook*, 2020, Cf. [lien](#))

[6] Selon le Global Investigative Journalism Network (GIJN), la suspension soudaine des financements de l'USAID a entraîné l'arrêt de 268 millions de dollars de subventions destinées à soutenir les médias indépendants et la liberté de la presse dans plus de 30 pays, y compris sous des régimes répressifs (Cf. Global Investigative Journalism Network, *USAID Crisis: Funding and the Future of Independent Media*, 2024, Cf. [lien](#))

La Fondation Hironnelle travaille depuis plus de 30 ans dans des contextes très touchés par la désinformation. Pour nous, le principal risque lié à la désinformation, qui grandit avec la digitalisation et l'essor de l'intelligence artificielle générative, est celui d'une véritable « **fracture épistémique** ». Cette notion complexe fait référence aux connaissances d'un groupe social, et ici l'idée de fracture s'exprime par une triple ligne de faille :

1. celle d'une partie croissante de la population qui adhère à des récits contrefactuels ;
2. l'érosion des capacités à dialoguer entre différents points de vue et la polarisation qui en découle ;
3. le fait que les populations moins connectées, moins outillées ou qui parlent des langues négligées sont laissées pour compte dans la production et le partage de connaissances.

Or, sans socle épistémique commun et sans capacité de dialogue, il est impossible de comprendre et contrer les effets de la désinformation, de faire société et de trouver des solutions durables aux défis majeurs.

DIFFÉRENTES TYPOLOGIES

· **Désinformation** : Information fausse et délibérément créée pour nuire à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays

· **Mésinformation** : Information fausse mais qui n'est pas créée ou diffusée dans l'intention de nuire

· **Malinformation** : Information basée sur la réalité, utilisée pour infliger un préjudice à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays.⁷

· La manipulation de l'information et l'ingérence étrangères (FIMI) ou domestique (DIMI) décrivent un modèle de comportement généralement non illégal qui menace ou a le potentiel d'avoir un impact négatif sur les valeurs, les procédures et les processus politiques. Cette activité est de nature manipulatrice, menée de manière intentionnelle et coordonnée par des acteur·rices étatiques ou non étatiques, y compris leurs mandataires à l'intérieur et à l'extérieur de leur propre territoire.⁸

**Dans un souci de concision, le terme "désinformation" sera utilisé au sein de cette note dans son sens large, englobant ainsi les autres typologies.*

B. PASSER DE LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION, À LA LUTTE POUR L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION

La liberté d'expression est depuis longtemps reconnue comme un des piliers des sociétés démocratiques. Sa conception libérale, défendue par des philosophes comme John Stuart Mill, considère que la vérité et la connaissance ne peuvent émerger que d'un libre marché des idées où différents points de vue peuvent être confrontés. Pourtant, force est de constater que la simple libéralisation de marchés de l'information ne suffit pas. De même, les évolutions technologiques qui ont considérablement augmenté la quantité d'informations disponibles n'ont pas automatiquement conduit à une plus grande rationalité, équité et stabilité de nos sociétés hyperconnectées.

En réalité, la vérification des faits, la recherche de la vérité et la mise en dialogue de différents points de vue sont des entreprises plus nécessaires que jamais. Comme le dit Maria Ressa, journaliste philippine et lauréate du prix Nobel de la paix :

« Sans faits, il n'y a pas de vérité. Sans vérité, il n'y a pas de confiance. Sans les trois, nous n'avons pas de réalité partagée, et la démocratie telle que nous la connaissons, ainsi que toutes les activités humaines significatives, sont mortes. »

Dès lors, **plutôt que de lutter contre la désinformation, c'est bien de lutter pour l'intégrité de l'information** dont il s'agit aujourd'hui. En effet, l'objectif de la défense de l'intégrité de l'information est plus ambitieux dans la mesure où il exige que les citoyen·nes aient accès à des informations fiables, équilibrées et complètes sur les affaires courantes, les actions des décideur·euses et d'autres éléments pertinents pour leurs choix personnels. Cette notion souligne ainsi qu'il faut agir en amont et développer des stratégies holistiques permettant de traiter de la multiplicité des facteurs nécessaires pour maintenir un écosystème d'information sain.⁹

[7] UNESCO, *Le journalisme, "les fausses nouvelles" (fake news) et désinformation*, 2018, Cf. [lien](#)

[8] European External Action Service (EEAS), *Tackling Disinformation, Foreign Information Manipulation and Interference*, 2021, Cf. [lien](#)

[9] Club de Madrid / UNDP, *Information Integrity: Forging a Pathway to Truth, Resilience and Trust*, 2020, Cf. [lien](#)

La promotion de l'intégrité de l'information est aujourd'hui consacrée comme un objectif prioritaire au niveau global avec l'adoption de nouveaux standards internationaux, en particulier le Pacte Numérique Mondial qui a été intégré au Pacte pour l'Avenir, lui-même adopté en septembre 2024 aux Nations Unies pour donner un nouvel élan aux Objectifs de développement durable (ODD) et à l'Accord de Paris sur le climat.

En lien avec la défense de l'intégrité de l'information, les principaux engagements du Pacte Numérique Mondial sont notamment de :

1. Concevoir et mettre en place des programmes d'éducation aux médias et à l'information numériques, afin de doter tous les utilisateur·ices des compétences et connaissances leur permettant d'aborder et d'utiliser en toute sécurité et de façon critique les contenus et les sources d'informations et pour renforcer leur résilience face aux effets néfastes de la mésinformation et de la désinformation (ODD 3 et 4) ;
2. Promouvoir des écosystèmes médiatiques diversifiés et résilients, notamment en renforçant les médias indépendants et publics et en soutenant les journalistes et les professionnel·les des médias (ODD 9 et 16) ;
3. Assurer, favoriser et faciliter l'accès à des informations indépendantes, factuelles, récentes, ciblées, claires, accessibles, produites en plusieurs langues et fondées sur des données scientifiques, ainsi que leur diffusion, afin de lutter contre la mésinformation et la désinformation (ODD 3, 4, 9 et 16) ;
4. Favoriser l'accès à des informations pertinentes, fiables et exactes dans les situations de crise, afin de protéger les personnes en situation de vulnérabilité et leur permettre d'agir (ODD 10) ;
5. Encourager les entités des Nations Unies, agissant en collaboration avec les États et les parties prenantes, à évaluer l'impact qu'ont la mésinformation et la désinformation sur la réalisation des objectifs de développement durable (ODD 17).¹⁰

L'OCDE a également accordé une attention croissante à cet enjeu en proposant en 2024 un cadre d'action pour guider les pays dans l'élaboration de politiques publiques dédiées au renforcement de l'intégrité de l'information¹¹ et en adoptant des Principes de coopération au développement pour un soutien pertinent et efficace aux médias et à l'environnement de l'information.¹²

La problématique de la désinformation étant globale et ses causes multiples, elle ne peut être traitée par un seul type d'acteur·rices ou d'interventions. Elle exige une plus grande collaboration entre les différents acteur·rices clefs du secteur public, du secteur privé, des médias, de la société civile, des think tanks, des secteurs de l'éducation et de la recherche.

Les progrès de la recherche permettent en effet de mieux saisir les facteurs de vulnérabilité face à la désinformation, au niveau individuel et sociétal. Une revue de la littérature scientifique montre ainsi que le soutien au journalisme local est l'une des mesures les plus efficaces pour prévenir la désinformation.¹³ Selon le Panel international sur l'environnement de l'information (IPIE), la communauté mondiale des chercheur·euses s'accorde à dire que la fourniture d'informations exactes est la priorité absolue pour améliorer l'environnement mondial de l'information. Le soutien à des médias libres et indépendants est un des moyens d'y parvenir qui est plébiscité par les expert·es.¹⁴

La Fondation Hirondelle a été créée il y a 30 ans, au lendemain du génocide rwandais, avec déjà cette même conviction : **des médias locaux professionnels et indépendants sont essentiels pour promouvoir l'accès à des informations fiables et des espaces de dialogue inclusif, notamment dans des contextes fragiles.**

[10] Nations Unies, *Pacte numérique mondial*, paragraphe 33, 2024, Cf. [lien](#)

[11] OECD, *Facts not Fakes: Tackling Disinformation, Strengthening Information Integrity*, 2024, Cf. [lien](#)

[12] OECD, *Development Cooperation Principles on Relevant and Effective Support to Media and the Information Environment*, 2024, Cf. [lien](#)

[13] Bateman, J., & Jackson, D., *Countering Disinformation Effectively: An Evidence-Based Policy Guide*, Carnegie Endowment for International Peace, 2024, Cf. [lien](#) / Alverne, C., Ross Arguedas, A., Banerjee, S., Toff, B., Fletcher, R., & Nielsen, R. K., *The Electoral Misinformation Nexus*, Public Opinion Quarterly, 2024, 681–707, Cf. [lien](#)

[14] IPIE, Expert Survey on the Global Information Environment, 2024, Cf. [lien](#)

Les recherches que nous avons menées avec des partenaires académiques ont permis de valider ces hypothèses :

- Une étude menée en RCA a montré l'impact d'une approche journalistique pour gagner la confiance des audiences et aider les citoyen·nes à distinguer le vrai du faux dans des contextes où la désinformation fait rage.¹⁵
- Une autre étude menée à Madagascar a montré l'impact de programmes radio de dialogue sur l'engagement civique des jeunes, sur leur sentiment qu'ils/elles peuvent jouer un rôle dans le processus démocratique et sur leur soutien au dialogue inclusif.¹⁶
- Et au-delà des études menées sur des projets de la Fondation Hironnelle, les impacts positifs du journalisme pour les objectifs du développement durables sont de mieux en mieux démontrés, en particulier en lien avec l'engagement civique, la redevabilité des gouvernements et la lutte contre la corruption, y compris dans les pays à revenu moyen ou faible.¹⁷



Elia Randriamanantena, journaliste du Studio Sifaka, prépare son émission dans les locaux du studio à Ampasamadinitika, Madagascar.
© iAko Randrianarivelo, / Fondation Hironnelle

C. L'APPROCHE DE LA FONDATION HIRONDELLE

Qui sommes-nous ? La Fondation Hironnelle est une organisation à but non lucratif suisse qui soutient, depuis plus de 30 ans (1995), des médias et des journalistes dans des contextes fragiles où il est particulièrement difficile pour des médias locaux de travailler de manière professionnelle et indépendante.

Dans chacun de ces contextes, l'objectif de la Fondation Hironnelle est d'assurer aux populations confrontées à des crises un accès à des informations fiables, vérifiées conformément à la déontologie journalistique, et produites localement dans les langues nationales. La Fondation Hironnelle cherche ainsi également à (re)créer des espaces de dialogue pour renforcer les liens et la cohésion sociale dans des sociétés fragmentées.

Notre approche face à la désinformation peut être qualifiée de préventive et généraliste car elle vise en priorité à :

1. combler le manque d'informations fiables, pertinentes et accessibles au plus grand nombre ;
2. proposer des programmes d'éducation aux médias et à l'information.

[15] Fondation Hironnelle, *Étude : L'impact de Radio Ndeke Luka en RCA*, 2023, Cf. [lien](#)

[16] Fondation Hironnelle, *Impact d'une émission de dialogue du Studio Sifaka sur l'engagement citoyen des jeunes Malgaches*, 2022, Cf. [lien](#)

[17] Stiglitz, J., Schiffrin, A., & Groves, D., *Journalism for Development*, 2024, Cf. [lien](#)

1. COMBLER LE MANQUE D'INFORMATIONS FIABLES, PERTINENTES ET ACCESSIBLES AU PLUS GRAND NOMBRE

Cette première étape vise à :

- Comblers le vide informationnel et intervenir avant que la rumeur et la désinformation ne deviennent l'alternative la plus accessible à l'insécurité liée au manque d'information, aussi bien en ligne que hors ligne.
 - Cette approche précède donc celle du *fact checking* qui vise à identifier et à réagir *a posteriori* aux tendances de désinformation.
- Identifier et répondre aux divers besoins en information, et ne pas se limiter aux seuls sujets autour desquels la désinformation s'articule.
 - En tant que telle, cette approche se distingue du *prebunking* qui est généralement compris comme étant composé de trois étapes : 1) Émission d'un avertissement contre les tentatives de manipulations ; 2) « Microdose » du narratif trompeur pour le reconnaître ; 3) Réfutation des informations erronées.¹⁸

Pour être efficace, notre approche doit répondre aux exigences suivantes :

1.1 SE FONDER SUR LA DÉONTOLOGIE JOURNALISTIQUE

La déontologie journalistique comprend différentes règles telle qu'une pratique systématique de **vérification** des faits par le croisement des sources, ainsi que la **distinction entre les faits et les opinions**. Le rôle d'un journaliste n'est pas de donner son propre avis ou de véhiculer un agenda particulier. Son rôle est d'informer, ce qui implique de refléter au mieux la réalité en présentant des faits vérifiés, de les mettre en perspective et de donner la parole à une diversité de porteur-euses d'opinions, de parties prenantes, d'expert-e.s et d'instances de pouvoir sur les conclusions à en tirer. **La confusion entre ce rôle de journaliste et celui de communicant-e, d'activiste ou de lobbyiste** (qui cherchent à promouvoir un point de vue particulier) **mine la confiance des publics envers les journalistes**.

En effet, lorsque des médias n'assurent pas une distinction claire entre des informations se voulant factuelles, des opinions et des campagnes de communication qui cherchent à promouvoir un point de vue (qu'il soit institutionnel, sanitaire, commercial, politique, etc.), ils risquent de perdre en crédibilité ou en capacité à atteindre divers publics, deux conditions nécessaires pour apporter une contribution positive à l'ensemble de la société. L'indépendance des médias à l'égard des pouvoirs politiques et économiques et le respect de la déontologie journalistique sont des fondements de leur crédibilité. Cette crédibilité renforce la confiance du public, qui peut alors mieux distinguer les faits de la fiction et se forger une opinion grâce à des informations fiables, diverses et pertinentes.

La proportionnalité est une autre valeur clef de la déontologie journalistique. Il s'agit de répondre aux préoccupations de la population en proposant un contenu correspondant à ses attentes et à ses besoins, en évitant d'imposer des agendas externes. La proportionnalité s'applique aussi au traitement de la désinformation : il s'agit de ne pas lui donner une importance excessive, au risque de contribuer à sa diffusion.

Les conditions essentielles au respect de la déontologie journalistique sont de :

- **Disposer des moyens professionnels, techniques, financiers et du temps pour faire son travail :**
La formation des journalistes est essentielle pour acquérir les compétences permettant de vérifier les faits, de les relater fidèlement et de les mettre en contexte. Sans ces compétences, les journalistes peuvent devenir eux-mêmes des vecteurs d'informations erronées, de rumeurs et de désinformation. Toutefois, les formations ne sont pas suffisantes. Même formés, les journalistes qui ne travaillent pas dans

[18] Innovation Norway / Humanitarian Innovation Platform, *Strengthening Information Integrity in Humanitarian Settings*, 2023, Cf. [lien](#)

des médias leur fournissant un salaire décent sont plus susceptibles de céder à la corruption. Enfin, les journalistes ne peuvent pas réaliser leur mission si ils/elles sont privé.es d'équipements, de moyens de transports, de suffisamment de temps pour réaliser leur travail et de mesures de sécurité suffisantes.

- **Une réelle indépendance éditoriale** qui exige que le choix des sujets et des invité.es reste entre les mains des journalistes et de leur rédaction en chef. Cette indépendance doit être affirmée par des chartes et protégée dans les pratiques quotidiennes pour éviter les interférences indues des propriétaires des médias et de ceux qui les financent ou les menacent.

1.2 ÉCOUTE, PROXIMITÉ ET INCLUSION

La posture de départ doit être celle de **l'écoute**, c'est-à-dire de chercher à entendre et comprendre les différents points de vue et besoins en information de celles et ceux à qui l'on s'adresse. Cette compréhension exige un ancrage local, une **proximité** permettant d'atteindre différentes communautés, y compris les plus marginalisées, et de gagner leur confiance.¹⁹ Cette proximité est non seulement géographique, mais aussi linguistique. Il faut parler ou écrire aux publics dans leurs **langues**, et de manière facilement compréhensible.

L'accessibilité dépend également des **technologies utilisées**. Pour toucher le plus grand nombre, notamment les populations les plus pauvres, les médias doivent être simples d'utilisation et gratuits ou peu chers. Les médias traditionnels, comme la radio, restent efficaces, particulièrement dans certains pays moins développés, en combinaison avec une diffusion en ligne et sur les réseaux sociaux. Une **approche hybride** (offline & online) et **généraliste** (couvrant tous types d'information) est ainsi souhaitable pour atteindre un public large. Elle implique de produire des contenus en différents formats (audio, texte, vidéo), pour divers canaux de diffusion (TV, radio, journaux, sites web, réseaux sociaux, applications de messagerie...) et en différentes langues. Les contenus doivent être adaptés à divers segments de population, en particulier les plus vulnérables. Cela inclut les jeunes, souvent plus actif.ves sur les réseaux sociaux et donc plus exposé.es aux fausses informations - même s'ils peuvent parfois y faire face avec plus d'agilité que les générations précédentes. Les femmes, quant à elles, restent souvent les premières victimes des rumeurs et discours discriminatoires, tout en jouant un rôle central de relais d'information au sein des familles et communautés.

Le travail du/de la journaliste est donc complexe : il fait appel à de nombreuses compétences, et demande des ressources adaptées ainsi que du temps.

Apport des technologies digitales et de l'IA : Les nouvelles technologies digitales et l'IA (Intelligence Artificielle) peuvent améliorer l'efficacité du processus de production d'informations. Elles peuvent aussi faciliter les interactions entre les producteur.rices de contenus et leurs audiences, et faciliter une compréhension des besoins en information à plus large échelle (Cf. notre [projet de recherche](#) utilisant des chaînes de diffusion Whatsapp pour comprendre les besoins en informations de déplacé.es internes au Burkina Faso²⁰). Ces technologies peuvent également être utilisées pour un monitoring des tendances et acteur.rices de (dés)information en ligne et hors ligne.²¹

Toutefois, elles ont un coût et leur intégration passe par des formations et une adaptation des pratiques professionnelles. Ces technologies soulèvent aussi des questions éthiques : leur utilisation doit s'accompagner d'une transparence vis-à-vis des audiences. Ce qui est produit par l'IA doit être signalé de manière explicite. En outre, aucune information générée par l'IA ne doit être utilisée sans vérification humaine, sous peine de contribuer à diffuser des informations incomplètes, non sourcées, réductrices, ou de la désinformation. Ce point est crucial dans des contextes de conflits, de crises humanitaires et marqués par le fossé digital. Étant donné que l'IA ne traite que de données digitalisées et produites dans des langues majoritaires, elle n'est pas neutre et reflète des biais (culturels, linguistiques, idéologiques). Ces technologies ne remplacent donc pas une présence sur le terrain, une expertise et un contact humain.

[19] Bello & Wilkinson, *The perception of community radio as public sphere and its potential impact on political action: lessons from Tanzania*, 2016, Cf. [lien](#) ; Matsilele et al., *Social Media Applications and the Changing Newsroom Cultures in Africa: A Case Study of Lesotho*, 2002, Cf. [lien](#) ; Koetsenruijter & de Jong, *The Rhetoric of Trust in Local News Media: Proximity as a Quintessential News Quality*, 2023, Cf. [lien](#)

[20] Fondation Hirondelle, *Comprendre les besoins d'information des personnes déplacées internes – Burkina Faso*, 2021, Cf. [lien](#)

[21] Fondation Hirondelle, DEMOS, Harvard Humanitarian Initiative, ICREEES, *Étude sur la diffusion de l'information dans la région du Nord-Kivu (RDC)*, 2019, Cf. [lien](#)

Des médias inclusifs, professionnels et indépendants sont essentiels car ils jouent un rôle de pont entre différentes communautés d'intérêt et d'opinion, et entre les décideur-euses et les populations. Pour accomplir ce travail, les journalistes ont besoin de pouvoir accéder aux décideur-euses, expert-es, scientifiques, et autres prescripteur-euses d'opinion, tout autant qu'au citoyen-ne lambda. Les journalistes peuvent ainsi contribuer à ce que les perspectives de ces expert-es et de ces décideur-euses soient connues et comprises par les citoyen-ne-s, mais également à la redevabilité des premiers envers les seconds.

Le rôle de médias d'intérêt public est d'autant plus important pour rééquilibrer les asymétries de pouvoir de communication à l'heure des « super spreaders » digitaux où une infime minorité de comptes produit la majorité des contenus disponibles. Selon le sociologue Gérald Bronner, ces déséquilibres induisent une survisibilité de certains points de vue, et leur assure une exposition qui ne correspond pas à leur véracité scientifique ou à leur représentativité réelle.²²

Notre approche peut donc être résumée ainsi : **SI** des médias accomplissent un travail de vérification et de priorisation des contenus, en fonction de l'intérêt public et non d'intérêts économiques ou partisans, et **SI** ils offrent des programmes de dialogue inclusifs et équilibrés, réunissant différentes communautés d'opinion et composantes de la société à laquelle ils s'adressent, **ALORS**, ils peuvent avoir plusieurs effets positifs :

- Contribuer à la compréhension,²³ la redevabilité²⁴ et une plus grande confiance envers les institutions et processus démocratiques ;²⁵
- Recueillir la confiance de différents segments de la population,²⁶ y compris des plus marginalisés, chacun-e ayant alors le sentiment d'être pris-e en compte et entendu-e.²⁷
- Devenir des catalyseurs d'empathie sociale, en contrant l'effet des discours clivants, des « chambres d'échos » et des bulles de (dés)information qui cloisonnent les idées au lieu de les faire circuler, et ainsi contribuer à une culture de dialogue, permettant d'apaiser voire de résoudre les conflits.²⁸

2. ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET À L'INFORMATION (EMI)

En complément du travail visant à améliorer l'offre, c'est-à-dire la qualité et l'accessibilité des contenus informationnels, le deuxième volet essentiel pour prévenir les effets de la désinformation consiste à travailler sur la demande. Ce volet fait référence à la capacité des publics à évaluer la qualité des contenus auxquels ils/elles sont exposés-es, choisissent de consommer et de partager. Pour cela, il est nécessaire de renforcer leur discernement, leur connaissance du fonctionnement des médias et de la fabrication de l'information. Ces compétences correspondent à ce qui est communément appelé l'éducation aux médias et à l'information.



Atelier de sensibilisation organisée par Radio Ndeke Luka sur les dangers de la désinformation dans un lycée à Boali, en République Centrafricaine, 2023 © Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle

L'éducation aux médias et à l'information peut s'avérer efficace, pour aider les publics à identifier la désinformation et les sources d'information non fiables.²⁹ Elle peut permettre « à des individus motivés-es de prendre le contrôle de leur consommation de médias et de rechercher des informations de qualité, en leur donnant confiance en eux et en les responsabilisant, tout en développant leurs compétences. »³⁰

[22] RTBF, *La science devient-elle une opinion comme une autre?*, 2023, Cf. [lien](#).

[23] Fondation Hironnelle, *Étude : L'impact de Radio Ndeke Luka en RCA*, 2023, Cf. [lien](#).

[24] Mungiu-Pippidi, A., *The Quest for Good Governance: How Societies Develop Control of Corruption*, Cambridge University Press, 2015, p. 56, Cf. [lien](#).

[25] Alverne, C., Ross Arguedas, A., Banerjee, S., Toff, B., Fletcher, R., & Nielsen, R. K., *The Electoral Misinformation Nexus*, *Public Opinion Quarterly*, 2024, 681–707, Cf. [lien](#).

[26] Fondation Hironnelle, *Étude : L'impact de Radio Ndeke Luka en RCA*, 2023, Cf. [lien](#).

[28] Fondation Hironnelle, *Impact d'une émission de dialogue du Studio Sifaka sur l'engagement citoyen des jeunes Malgaches*, 2022, Cf. [lien](#).

[29] Cunliffe-Jones, P., Diagne, A., Finlay, A., Gaye, S., Gichunge, W., Onumah, C., Pretorius, C., & Schiffrin, A., *Misinformation Policy in Sub-Saharan Africa*, University of Westminster Press, 2021, Cf. [lien](#).

[30] Bateman, J., & Jackson, D., *Countering Disinformation Effectively*, Carnegie, 2024, Cf. [lien](#).

Pour cela, l'éducation aux médias et à l'information doit naturellement traiter des évolutions des paysages informationnels, de l'impact de l'évolution des technologies sur la façon dont nous consommons et échangeons des informations, de comment des journalistes professionnel·les sont sensé·es traiter l'information, et de comment réussir à distinguer ce qui est digne de confiance et ce qui ne l'est pas. Il est également important d'aborder les facteurs individuels de vulnérabilité à la désinformation. Les recherches récentes mettent en évidence deux catégories de facteurs : 1) les facteurs cognitifs (tels que l'absence de réflexion analytique et/ou de délibération) et 2) les facteurs socio-affectifs (tels que les informations émotionnelles et l'état émotionnel de celui/celle qui les consomment ; la vision du monde et le sentiment d'identification aux sources d'information).³¹

On notera qu'il s'agit là de facteurs intergénérationnels qui concernent tous les âges, tous les genres et toutes les classes sociales. L'éducation aux médias et à l'information doit donc s'adresser à toutes et tous. Il est également important d'adopter une approche ouverte, d'échanges, de respect mutuel, dépourvue de jugement et d'accusation lors de la sensibilisation à la désinformation.³² Il faut ainsi éviter une approche stigmatisante qui risque d'antagoniser les publics ciblés.

Dans des contextes comme le Sahel ou l'Afrique centrale, le niveau de connaissance du fonctionnement des médias et de la fabrication de l'information est souvent faible. Il s'agit également de contextes où les systèmes éducatifs sont très fragilisés. Avec l'essor des technologies mobiles et digitales, les populations sont ainsi graduellement « plus connectées qu'instruites ». ³³ L'éducation aux médias ne peut s'appuyer sur les seules épaules de systèmes éducatifs déjà surchargés et sous-dotés.³⁴ Il existe dès lors un besoin pressant de renforcer la diffusion de programmes de sensibilisation sur les médias et l'information à travers des médias accessibles, en particulier pour les populations les moins instruites, et pour toutes les générations.

2.1 UNE ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET À L'INFORMATION À TRAVERS LES MÉDIAS

L'éducation aux médias et à l'information à travers les médias peut passer par deux procédés : 1) premièrement par une plus grande transparence, avec des explications pédagogiques sur la façon dont les journalistes traitent et priorisent les informations, 2) deuxièmement par l'intégration de rubriques dédiées comme une rubrique régulière de fact-checking et des rubriques pédagogiques qui traitent spécifiquement de sujets de désinformation. De tels programmes permettent à la fois d'alerter et de sensibiliser les audiences sur la base d'exemples concrets de désinformation, et d'en expliquer les mécanismes pour mieux s'en prémunir.

Plus ce travail de sensibilisation sera mené au plus près du public et des communautés, plus il sera crédible, accepté, et efficace.

2.2 TRAVAIL AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS

A l'image du travail réalisé par la Fondation Hirondelle avec Radio Ndeke Luka (RNL), le média le plus suivi en République centrafricaine, des espaces physiques de rencontre et dialogue peuvent être organisés dans les quartiers ou villages pour discuter des informations circulant au sein de la communauté. Ces forums, qui sont animés par des journalistes de RNL en partenariat avec les radios communautaires, des leaders locaux ou des médiateurs, permettent de clarifier les rumeurs et de promouvoir une information vérifiée.

De même, les émissions publiques interactives, enregistrées non pas dans les studios du média mais directement dans les villages et les quartiers, offrent un espace où les membres des communautés peuvent découvrir comment les médias travaillent. Elles permettent également aux populations de prendre la parole et de partager leurs préoccupations, poser des questions sur des informations qui circulent et de découvrir,

[31] Ecker, U. K. H., Lewandowsky, S., Cook, J., et al., *The Psychological Drivers of Misinformation Belief and Its Resistance to Correction*, Nature Reviews Psychology, 2022, Cf. [lien](#)

[32] Harjani, T., Roozenbeek, J., Biddlestone, M., et al., *A Practical Guide to Prebunking Misinformation*, 2022, Cf. [lien](#)

[33] Sissoko et al., 2024 ; Abdel Nasser, *Guerre informationnelle au Sahel : Qu'en pensent les Sahéliens ?*, Timbuktu Institute, 6 février 2025 (webinaire)

[34] Coopération suisse, *Media and Information Literacy | Part 1: Context and Key Issues*, 2021, Cf. [lien](#) / *Part 2: Possible Actions*, 2021, Cf. [lien](#)

parfois pour la première fois, que certaines de ces informations sont en réalité des rumeurs ou de la désinformation.

Lors d'une de ces séances, dans une région touchée par des tensions intercommunautaires en RCA, un témoignage poignant a mis en lumière l'impact dévastateur des rumeurs : un participant a partagé qu'une fausse information diffusée sur un prétendu conflit imminent avait poussé plusieurs familles à fuir leurs foyers, abandonnant leurs biens et exacerbant la méfiance entre voisins. Cet exemple concret a permis d'illustrer directement les dangers des rumeurs, déclenchant une prise de conscience collective. Au-delà de corriger des rumeurs, ces activités contribuent à recréer du lien social. Les participants réalisent que les informations malveillantes ou inexacts sont souvent des vecteurs de division, et qu'un accès à une information fiable et vérifiée peut au contraire favoriser la cohésion. À la fin de ces rencontres, il n'est pas rare d'entendre des engagements spontanés de la part des leaders locaux pour relayer ces apprentissages et promouvoir la vérification des faits avant de relayer des informations. Ces initiatives démontrent aussi qu'au-delà des contenus diffusés par RNL, l'engagement direct avec les populations peut avoir un impact durable dans la prévention des divisions et des tensions.

D. RECOMMANDATIONS

1. Prévenir les effets de la désinformation en renforçant le professionnalisme, l'indépendance et la viabilité des médias locaux

- Ce renforcement permet de répondre aux besoins en information des populations locales et de créer des espaces de dialogue sur les sujets de société en amont, avant que la rumeur et la désinformation ne s'en saisissent et attisent les tensions.
- Cette approche journalistique inclut mais précède celle du *fact checking* qui réagit a posteriori aux tendances de désinformation, et elle va au-delà du *prebunking* qui se concentre sur les sujets autour desquels la désinformation s'articule.
- Ce soutien ne doit pas être confondu avec les objectifs de communication stratégique ou de diplomatie publique qui visent à promouvoir le point de vue particulier de ceux qui les financent. Une telle confusion risque d'endommager la crédibilité du média et donc sa capacité à gagner la confiance des publics.

2. Renforcer au niveau local les interactions entre médias et différents segments de la population pour comprendre les besoins en information.

- L'utilisation d'outils digitaux et de l'IA peut renforcer la capacité de médias à prendre le pouls des audiences à large échelle, mais les rencontres en personnes (tels que des focus groupes) et la recherche in situ ne doivent pas être négligées pour ne pas aboutir à des conclusions trop influencées par le fossé digital et les biais algorithmiques.

3. Développer une offre multimédia, « hybride » (off-line et on-line) et inclusive qui répondent aux besoins d'une plus grande diversité de publics spécifiques.

- Dans le choix des formats, des canaux de diffusion, des langues à utiliser, des sujets à aborder et des journalistes chargées de les traiter, tenir compte des inégalités et renforcer l'inclusivité en termes de genre, classe, culture, langue, religion, urbain/rural, niveau d'éducation formelle, fossé digital, etc.

4. Renforcer les connaissances des journalistes et leurs réseaux sur des thématiques qui font souvent l'objet de désinformation.

- Les formations thématiques devraient notamment porter sur les dynamiques des conflits, la politique, les élections, l'environnement, le genre, l'économie, la justice et la santé publique. Attention, ces formations spécifiques ne devraient être proposées aux journalistes qu'en complément, une fois les principes et les bases du journalisme assimilés.

5. Renforcer les connaissances des journalistes et des publics sur le fonctionnement des plateformes digitales, des réseaux sociaux, de leurs algorithmes, et sur l'intelligence artificielle (IA).

- Les formations doivent porter sur les opportunités et les risques en termes de production et de diffusion d'information dans une perspective de service d'intérêt public.
- Développer des chartes sur l'utilisation de ces technologies, et en particulier de l'IA générative, et assurer la transparence vis-à-vis des publics sur leur utilisation.
- Renforcer l'éducation aux médias en parlant des enjeux liés à l'évolution des paysages informationnels à travers des programmes médiatiques pédagogiques et engageants pour sensibiliser tous les publics, y compris les plus marginalisés.